

Opinion : Livre vert sur l'agriculture

Il y a un peu plus de trois ans, le rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ) dressait un portrait sans équivoque : le modèle agricole actuel se dirige vers un cul-de-sac. Il ne remplit pas ses promesses de développement puisque, au contraire, il tend à appauvrir les agriculteurs et à augmenter leur détresse, il épuise et fragilise les communautés rurales et, enfin, il dégrade les sols, affaiblit la biodiversité et contamine l'eau.

En réponse à l'analyse d'une rigueur exemplaire de la Commission,, le gouvernement dévoilait cette semaine son *Livre vert pour une politique bioalimentaire*. Les plus optimistes y ont vu la possibilité d'un virage important, les plus pessimistes n'y voient qu'une succession de promesses sans garantie. Quant aux sages, ils diront qu'il est trop tôt pour en juger...

Plusieurs pistes intéressantes méritent toutefois d'être soulignées, dont celle de proposer une agriculture qui vise d'abord à nourrir la population québécoise. On remarque aussi la volonté ferme de soutenir l'économie locale, de favoriser les cycles courts et l'autonomie régionale.

On peut aussi remarquer l'orientation importante défendue par les conseils régionaux de l'environnement : il est nécessaire de limiter les pressions d'urbanisation sur la zone agricole et de favoriser la pluralité de l'agriculture et l'occupation dynamique du territoire afin d'assurer la pérennité d'une base territoriale pour la pratique de l'agriculture.

Le comité agriculture du RNCREQ est déjà à pied d'œuvre pour rédiger un mémoire en prévision des consultations sur ce livre vert, dans lequel il recommandera des bonifications et des éclaircissements qui permettront que ce secteur important se développe conditionnellement à la préservation de l'eau, des sols et des espèces animales et végétales.

En outre, le RNCREQ recommandera au gouvernement de ne pas seulement chercher à satisfaire les besoins des consommateurs (qui veulent en général la meilleure qualité au moindre coût). Il faut les sensibiliser au rôle important qu'ils ont à jouer dans cette réforme. Ce sont leurs choix de consommation qui, ultimement, vont permettre de rendre l'agriculture québécoise plus diversifiée, plus équitable et plus respectueuse de l'environnement. Il faut que le gouvernement participe à cette éducation, puis aide les consommateurs à faire les bons choix (achat local, étiquetage, soutien à l'agriculture biologique, etc.).

Philippe Bourke, directeur général